

que les femmes entonnent en chœur le refrain qu'on leur souffle à l'oreille ('pas d'argent'), quand leurs gouvernements consacrent des sommes importantes aux fêtes, nationales ou autres, à la promotion d'athlètes (mâles, de préférence) et à la défense 'appréhendue' du pays. Ces mêmes femmes sont étrangement silencieuses quand les mêmes gouvernements refusent toute subvention à des organismes qui veulent corriger les injustices faites aux femmes dans la société. Les femmes, on le sait, ont une longue habitude de la résignation et elles ont fini par croire que c'était leur lot.

Dans ces conditions, avant de lancer la pierre à 'l'homme oppresseur', nous devrions faire un sérieux examen de conscience. Depuis quand recevons-nous des droits sur un plateau d'argent, sans les prendre ou les demander? Qu'attendons-nous pour changer nous-mêmes ce que nous considérons des inégalités, des injustices? Notre passivité déteint sur toute notre vie quotidienne.

Quand nous allons à l'épicerie et devons nous faire violence pour résister à notre bambine qui s'empare de toute friandise à sa portée, est-ce vraiment un acte d'héroïsme de suggérer au marchand de placer ses friandises ailleurs qu'à proximité du comptoir-caisse où nous attendons notre tour? Si nous abandonnons notre sport favori parce qu'il

déplaît à notre ami (ou à notre mari) de nous voir 'voler en solo', un soir ou deux, ne fabriquons-nous nos propres chaînes? Dans quelques années, nous serons peut-être de celles qui réclament le droit de disposer d'elles-mêmes. Avant d'en arriver là, il serait préférable d'apprendre maintenant à nous gouverner.

Plusieurs d'entre nous portent fièrement la bannière féministe et, dans leur vie quotidienne, elles cultivent le sexisme, elles sont les principales propagandistes de modèles traditionnels de femmes soumises, passives, servantes, et elles semblent attendre un quelconque libérateur. Dans ces conditions, comment veut-on que s'améliore la situation des femmes? Nous avons beau nous réunir en associations provinciales pour en parler, nos comportements nous trahissent et témoignent d'un féminisme à la manque. Ne soyons pas si étonnées que nos interlocuteurs nous écoutent d'une oreille distraite: ils ne nous prennent tout simplement pas au sérieux.

Pour préparer le jour 'J' dont nous rêvons, il nous faut briser le mur de nos silences et en payer le prix par des actes individuels. Manquerions-nous de courage ou tenons-nous secrètement à conserver l'héritage 'féminin' de la résignation?

La Femme et les mouvements féministes

Michèle Miville Blanchard

Women and Women's Movements

In February 1976 the Action Group for Working Women was founded in Montréal, funded by a grant from the Federal Department of Manpower (sic) and Immigration. The group functioned for two years, helping women with difficulties in entering the job market. Then, in March 1978, the government cut off all funding, saying that the aims of the group did not coincide with those of the government. The federal government, however, later subsidized another, similar group. In this article entitled 'Women and the Feminist Movement', Michèle Miville Blanchard attempts to draw the lessons of this experience. She asserts that 'to accept a government grant . . . is to sell out . . . to get sucked into the status quo'. For the author, we must rely on ourselves, in all senses, financially and otherwise, to win our struggles.

On peut être féministe et lucide. A mon avis c'est un manque de maturité que de jouer à l'autruche avec nos problèmes internes, nos difficultés d'organisation, nos divergences d'opinion, sans compter qu'une telle attitude est une sorte de prime à l'incompétence. Je ne dis pas qu'il faut crier sur tous les toits nos désaccords, mais avoir le courage de les nommer entre nous, ne serait-ce que pour y apporter une solution et cela afin de progresser sur le chemin de notre libération. En somme je me sens solidaire de toutes les femmes et cela aussi bien dans leur force que dans leur faiblesse, et j'allais dire surtout dans leur faiblesse.

Divorcée, mère de deux enfants, marginale par rapport au marché de travail, j'ai d'abord recherché et adhéré à des mouvements féministes dans un geste de désespoir. J'ai vite réalisé que la lutte pour la libération de la femme était au-dessus de toutes querelles ou linguistiques ou politiques ou ethniques ou idéologiques. Il n'y a pas de femmes ou anglophones ou noires ou

immigrantes ou fédéralistes ou péquistes ou marxistes, il y a 'la femme' tout court dont on abuse sous tous les cieux, et tous les climats. Je me fous à quelle enseigne on lutte pour la libération de la femme, tant et si longtemps que l'enseigne ne prime pas sur l'objet même de la lutte, i.e. l'épanouissement de la femme. En somme, pour moi la libération de la femme est plus importante que le marxisme en soi ou la souveraineté-association. Quand nous aurons atteint nos objectifs essentiels, nous pourrions nous permettre le luxe de subtiles divisions idéologiques dans les modalités. Dans cet esprit, c'est Action-Travail des femmes qui est le plus près de mon objectif.

La femme vit plus longtemps que l'homme, tout l'actuariat le sait. Aussi, dire que les femmes forment au moins la moitié de la population, c'est une lapalissade. C'est donc, pleines d'espoir, qu'en février 1975 trois Montréalaises fondent Action-Travail des femmes avec l'aide du gouvernement fédéral sous le parapluie du programme d'extension de lutte contre le chômage du Ministère du travail et de l'immigration.

Le but immédiat d'Action-Travail des femmes est d'aider surtout celles qui éprouvent des difficultés d'adaptation au marché du travail, à cause de leur âge, de leurs responsabilités familiales ou de leur inexpérience, en somme les laissées pour compte du système.

Tout n'alla pas pour le mieux dans le meilleur des mondes mais le gouvernement par l'intermédiaire du Centre de la main-d'oeuvre continua de les subventionner jusqu'en mars 1978. Puis c'est la guillotine: en haut lieu on découvre soudain que les buts d'Action-Travail des femmes ne coïncident plus avec ceux du gouvernement. Ou le gouvernement a raison et on a gaspillé pendant deux ans des subventions, ou Action-Travail des femmes a raison et les prétextes évoqués pour les en priver sont fallacieux.

Enfin quelques mois plus tard les média nous apprennent qu'un nouvel organisme 'Enjeu' doté de grasses subventions et de tout un arsenal audio-visuel 'comble le vide laissé par Action-Travail des femmes' (cf. *Le Devoir*, septembre '78) Est-ce à dire que les fonctionnaires ou le gouvernement ont des raisons que la raison ignore. . . .

Ou Action-Travail des femmes répondit à un réel besoin ou sa disparition ne crée pas de vide. De toute façon, il ne faut pas être chauvine au point d'affirmer qu'Enjeu n'a pas un rôle à jouer: Enjeu vise plus particulièrement celles que les fonctionnaires appellent dans leur jargon administratif 'les groupes de croissance personnelle'. En d'autres termes, Enjeu tente de récupérer celles qu'on peut récupérer le plus facilement, par des cours de perfectionnement académiques et ou professionnels, des cours d'expression corporelle, etc. Le gouvernement, par Enjeu, agit comme si le fait d'acheter une prothèse sophistiquée à une boîteuse guérissait 'les culs de jatte'.

Et si Enjeu au lieu de combler un vide, laissé par Action-Travail des femmes était plutôt un complément. . . .

Action-Travail des Femmes ou le refus de s'institutionnaliser

Mon premier contact avec Action-Travail des femmes fut un de surprise: pas de local, pas de machine à écrire, pas de papier, aucun budget . . . enfin c'était le dénuement le plus complet. Pourtant quelque chose m'attirait. Avec quelques reculs, je constate maintenant que c'était l'esprit de lutte, le courage, l'entêtement de ces femmes qui fascinaient. Pour avoir refusé de travailler dans le feutré de l'appareil gouvernementale sous la tutelle des fonctionnaires, ces femmes d'Action-Travail des femmes étaient peut-être en train, sont certainement sur le point de tracer un profil de travail qui aidera, j'espère, les autres mouvements féministes. Il faudra que l'on sache maintenant qu'accepter une subvention, c'est se faire institutionnaliser, c'est se faire récupérer par les structures en place. Bref, accepter une subvention, c'est se faire acheter, c'est accepter de refiler au bien-être social des femmes soi-disant irrécupérables

pour améliorer la cote statistique du chômage ou pour diminuer les dépenses fédérales au dépens du provincial. Ce faisant, on règle peut-être des problèmes politiques et économiques, ce faisant on se donne peut-être bonne conscience . . . Mais comme la 'bonne-femme' est toujours là, avec ses problèmes 'à elle'. . . .

Action-Travail de femmes est en train d'apprendre, de m'apprendre, d'apprendre aux femmes que le succès de leur lutte ne passe que par elles.

Il faut s'auto-financer, il faut s'impliquer soi-même si nous voulons réellement lutter avec succès pour notre libération.

Notre lutte passe par des choses aussi terre-à-terre que payer une cotisation, fournir un peu de papier, établir des contacts, trouver du matériel de bureau, donner de son temps, participer à un colloque, ou encore selon ses possibilités, sensibiliser la société par tous les média d'information: la parole, l'écriture, la radio, la télévision, etc., etc.

Si je sens un certain tâtonnement dans la démarche d'Action-Travail de femmes, je crois que cela ne fait que refléter notre situation véritable qui en est une de recherche. L'avantage c'est que notre recherche a lieu 'sur le terrain', dans le concret, et l'espoir c'est que petit à petit, ensemble, nous avons l'impression de trouver notre solution ou au moins des esquisses de solution.

Par exemple, ouvrir à la femme les métiers traditionnellement dévolus à l'homme et qui par hasard sont les métiers les mieux syndiqués et les mieux rémunérés. Inciter les femmes à se regrouper, briser leur solitude, susciter entre elles des échanges, faire l'inventaire d'acquis, les mettre par le vidéographe en contact avec des femmes déjà dans les métiers non-traditionnels.

En un mot, faire de la femme son propre agent d'épanouissement.

